



NON À LA LOI BOUTIN NON À LA CASSE DU LOGEMENT SOCIAL

Une crise du logement d'une ampleur sans précédent

La CNL ne cesse de dénoncer la situation du logement. Malgré les différents tapages, les effets de communication, cette crise ne fait que s'amplifier. Cette réalité cruelle pour notre pays et les usagers, frappe durement des couches de plus en plus nombreuses de la population et particulièrement les familles de condition modeste ou très modeste.

La politique mise en oeuvre dans notre pays depuis 18 mois n'entend pas apporter de réponses et de solutions économiquement et socialement efficaces et durables. Afin de mieux la « vendre », elle s'accompagne d'une campagne idéologique intense, qui tente d'opposer les mal-logés aux logés, qui accrédite l'idée que les locataires HLM ne sont que des nantis, et qu'une bonne part d'entre eux n'a rien à y faire. **TROMPERIES et MENSONGES !**

Bien au contraire, la demande est de plus en plus sociale. D'abord, parce qu'elle touche les familles qui connaissent les plus grandes difficultés, mais elle s'attaque aussi aux couches intermédiaires, notamment un surloyer « matraqueur ». Oui, aujourd'hui, en France, dans un pays riche, se loger et se maintenir dans son logement est « un véritable parcours du combattant ».

Est-il besoin de rappeler les dizaines de milliers de SDF, le million de locataires vivant dans un habitat précaire et indécent, le 1,5 millions de demandeurs de logements sociaux.

Dans le même temps, la quittance ne cesse de grimper et progresse au-delà de l'inflation. Les aides à la personne ne sont pas revalorisées à la hauteur des besoins des familles, et pour 2009, tout indique qu'elles vont diminuer pour des milliers de familles. La charge logement, premier poste du budget familial, est devenue insupportable. Dans le même temps, les cadeaux fiscaux ne cessent de progresser, les profits immobiliers n'ont jamais été aussi importants pour le secteur privé, **et ils en redemandent encore !**

La situation s'aggrave à vitesse grand V.



Des attaques de grandes envergures contre le logement social et les locataires HLM

La politique menée pour le logement est conforme aux orientations générales. La volonté est la remise en cause sans précédent des conquêtes sociales. L'État continue son désengagement financier de la construction sociale, sans pour autant diminuer son effort en matière d'exonération fiscale pour le secteur privé. Après le cadeau fiscal de 15 milliards d'euros en 2007, le gouvernement et sa majorité, veulent accentuer ce désengagement en transférant sur d'autres acteurs des charges financières et principalement sur les locataires HLM.

Pour 2009, le budget logement sera en diminution de plus de 7 %, avec un hold-up sur le 1 % logement de plus de 850 millions d'euros, et une ponction sur les fonds d'épargne de plus de 10 milliards d'euros. Cela va peser de manière dramatique sur la construction sociale, la rénovation, l'équilibre du budget des familles. La solution pour le pouvoir est vite trouvée : « Le porte-monnaie des locataires ». Cela s'appelle : « des augmentations à venir contre le pouvoir d'achat des familles ». Comment peut-on croire qu'il n'y a pas d'argent, alors qu'en une nuit le gouvernement débloque 360 milliards pour « sauver » les banques et continuer à spéculer comme si de rien n'était.

Cela est inacceptable.

Le projet de loi Boutin va aggraver de manière brutale la situation des familles. Les attaques contre le logement social et les locataires sont « du jamais vu ». Il va être à terme un véritable parking social, excluant les familles qui ne peuvent se loger dans le privé, rayant d'un trait la mixité sociale des HLM.

Ce projet, est une attaque frontale contre le logement social : l'obligation de la Convention d'Utilité Sociale pour les organismes HLM, la mutualisation entre organismes donc encore entre locataires, la remise en cause de la garantie au maintien dans les lieux, dans le cas de dépassement de ressources ou de logements considérés comme insuffisamment occupés, prémices de l'instauration d'un bail à durée déterminée pour les locataires HLM, la baisse de 10 % des plafonds. Pour des milliers de familles, à travers un surloyer dit « dissuasif » et la chasse à la sous-occupation, cela va être dramatique. La modification de l'article 55 de la loi SRU, la réduction des délais en matière d'expulsions locatives...



Rester sans réagir serait grave de conséquences

Aujourd'hui, les attaques contre le logement social, sont d'un niveau jamais atteint. La volonté gouvernementale est de casser le logement social et donc le droit au logement et au logement social.

Pour la CNL, la solidarité nationale ne peut pas s'exercer qu'entre locataires HLM. Celle-ci passe par un engagement financier, à la hauteur des enjeux de société de la part de l'État.

Une démarche unitaire s'est construite entre associations de locataires, organisations syndicales, associations œuvrant dans le domaine du logement, caritatives et d'autres. Cela est une force, une volonté rassembleuse de faire barrage aux mauvais coups. Cette action unitaire doit grandir, et permettre un front uni.

ENSEMBLE, nous pouvons faire reculer le gouvernement. Nous ne nous résignons pas à une telle situation, le logement social doit :

- redevenir une véritable priorité nationale,
- l'Etat doit prendre ses responsabilités et mettre les moyens nécessaires pour **répondre** aux besoins et aux urgences.

**Rassemblés,
unis,
agissons
tous ensemble,
sans attendre.**

Manifestons

samedi

13

décembre

2008

à partir de

14 h 30

du métro Duroc

à la rue du Bac.